

Pédagogie entre autres

Le journal du syndicat des professeurs
du Cégep du Vieux Montréal

Journée internationale de la francophonie

Le mois de mars nous ramène inmanquablement le printemps, mais aussi la Journée internationale de la francophonie, célébrée le 20 mars dans près de 70 pays. Au Québec la Francofête 2009 se déroule du 6 au 29 mars sur le thème *Imaginer demain en français*. Nous avons cette année décidé de souligner l'événement sur un mode ludique, en vous proposant un jeu linguistique.

Testez votre vocabulaire

Au cours des derniers mois on a entendu abondamment parler d'élections. Et les nombreux articles et commentaires traitant de ce sujet contenaient parfois des mots ou des expressions critiquées. Nous vous proposons ici de tester votre vocabulaire sur le thème « Jargon électoral¹ ». Il s'agit d'identifier et **corriger l'expression fautive** contenue dans les dix phrases suivantes.

1. En campagne électorale, on ne peut s'empêcher de se demander si tel ou tel candidat a un agenda caché. Les candidats disent-ils vraiment toute la vérité sur leurs intentions?
2. Si les électeurs ont l'impression que le parti au pouvoir a livré la marchandise, ils seront plus enclins à le réélire.
3. Ce parti a perdu le momentum qu'il avait au début de la campagne électorale.
4. Le premier ministre a sous-estimé son challenger, particulièrement au cours des premières semaines de la campagne.

Contenu

Journée internationale de la francophonie.....	1
Un autre monde est nécessaire!.....	2
Journée de lutte contre l'homophobie	4
Réalité de l'enseignant à la formation continue et la formation aux entreprises ...	5
Solution du jeu linguistique	8



À propos du SPCVM

Syndicat des professeurs
du Cégep du Vieux Montréal
255, rue Ontario Est,
Montréal, QC H2X 1X6

Bureau : A3.04
Lundi au vendredi de 8h30 à 16h

Site web : www.spcvm.org
Courriel : info@spcvm.org
Télécopieur : 514-843-8552
Téléphone : 514-843-8884; ou
514-982-3437 p. 2086 ou 2087

Ont collaboré à ce numéro

Julien Archambault
(Sciences et techniques de gestion)

Chantal Biron
(Sciences et techniques de gestion)

Antoine Coulombe
(Techniques de travail social)

Lilia Selhi
(Sciences et techniques de gestion)

Claude Vaillancourt
(Comité école et société, FNEEQ)

5. Les travailleurs de l'ombre, comme les spin doctors, jouent un rôle beaucoup plus important qu'on ne le croit dans une campagne électorale.
6. Certains candidats tentent d'acheter le vote en faisant des promesses irréalistes ou farfelues.
7. C'est toujours un défi pour les petits partis de faire sortir le vote le jour des élections.
8. Le parti espérait augmenter son membership à l'issue de cette campagne.
9. Le faiseur d'image du chef du parti n'a pas fait un aussi bon travail qu'à la campagne précédente.
10. Contre toute attente, deux partis sont nez à nez dans les sondages à quelques jours du vote.

¹ Source : Office de la langue française, www.olf.gouv.qc.ca/ressources/divertissements

Les réponses sont à la page 8. ■

Forum social mondial 2009 : crise économique et éducation

Un autre monde est nécessaire!

Par Claude Vaillancourt, membre du Comité école et société de la FNEEQ

Belem – le dimanche 1er février — Comme pour les forums sociaux précédents, le parcours d'une participante ou d'un participant à Belem n'est pas des plus aisés. De plus, les activités se déroulent sur deux campus universitaires relativement éloignés l'un de l'autre. Il faut donc se dépêtrer parmi la surabondance d'ateliers offerts, des horaires changeants, des conférences annulées et des invités parfois absents! N'empêche, même s'il faut subir au passage le climat tropical de Belem avec son écrasante humidité et ses pluies abondantes, l'atmosphère reste excellente et les réflexions toujours aussi riches. Devant l'urgence de la situation et la nécessaire mobilisation face à la crise, se créent de nouvelles solidarités et se réaffirme une ferme volonté de travailler ensemble.

Peu d'ateliers ont porté sur l'éducation en particulier. Le sujet est abordé plus largement, comme un élément parmi d'autres dans l'analyse de problématiques générales telles le bien public et le bien commun, les services publics et surtout, les politiques à adopter face à la crise économique que nous traversons. Cette crise demeure sans aucun doute la principale préoccupation de ce forum.

À propos de Claude Vaillancourt

Claude Vaillancourt est membre du Comité école et société de la FNEEQ et secrétaire général de l'association ATTAC-Québec. Avec l'appui des deux organisations, il a participé au dernier Forum social mondial (FSM) qui s'est déroulé à Belem en Amazonie au Brésil, du 27 janvier au 1er février. Il nous livre ici un compte rendu qui s'intéresse en particulier aux discussions portant sur la crise économique et sur l'éducation.

La crise, encore la crise

Qualifiée de « systémique », la crise remet en question l'essence même du capitalisme et donne une importante occasion, par l'ampleur des drames qu'elle provoque, de repenser en profondeur le système économique qui s'est déployé au cours des trente dernières années.

Les choix politiques qui résulteront de cette crise toucheront nécessairement le secteur de l'éducation. Celui-ci, comme les autres services publics, pourrait faire les frais d'une crise mal gérée, ou profiter au contraire d'une restructuration majeure de l'économie. De nombreuses organisations, qui se sont mobilisées dans le passé en faveur des services publics, sentent aujourd'hui le besoin de faire le point sur leur stratégie.

Il est difficile présentement de prévoir les intentions des gouvernements. Poursuivront-ils leur politique de déréglementation et d'ouverture des marchés, au risque d'aggraver la situation? Ou par un pragmatisme élémentaire, seront-ils forcés d'adopter des mesures qu'ils rejetaient auparavant?

Tout laisse cependant croire que les gigantesques mesures d'aide aux banques ne vont pas dans la bonne direction. Elles pourront provoquer un endettement majeur des États, qui les lieront aux institutions mêmes qui ont créé le chaos. Si bien qu'on pourrait assister à ce scénario ironique d'une crise majeure du secteur financier au privé provoquant à terme la réduction des budgets consacrés aux services publics, dont l'éducation!

Les syndicats et le mouvement social doivent donc s'unir et proposer des alternatives. Ces dernières ne manquent pas et ont été formulées - quoique souvent de façon désordonnée - depuis la naissance des forums sociaux. Le défi consiste à les présenter de manière accessible et convaincante, pour forcer les dirigeants politiques à revoir les décisions nuisibles qu'ils semblent vouloir prendre.

Plusieurs de ces alternatives ciblent des aspects précis de l'économie : fiscalité progressive et internationale, réglementation des marchés financiers, contrôle public des banques, etc. En ce qui concerne l'éducation, l'objectif serait de la faire reconnaître comme un bien public essentiel et de la retirer de la sphère marchande. Ce projet n'est certes pas nouveau, mais de nombreux observateurs croient que l'échec de l'idéologie du tout au marché rend plus opportune que jamais la défense de ces principes fondamentaux.

Éducation : libération ou contrôle?

Un séminaire sur l'éducation, organisé par Alternatives, a rassemblé une remarquable diversité d'enseignantes et d'enseignants, en provenance de quatre continents (seule l'Océanie n'avait pas de représentantes ou de représentants), avec des délégations relativement équivalentes. De très nombreux aspects du métier ont été abordés, marquant à quel point cette même profession peut être exercée de façon différente d'un pays à l'autre.

«En ce qui concerne l'éducation, l'objectif serait de la faire reconnaître comme un bien public essentiel et de la retirer de la sphère marchande..»

COMMUNIQUÉ

Journée de lutte contre l'homophobie

Conférence par Simon-Louis Lajeunesse



L'homosexualité n'a pas de frontières

Au Cégep du Vieux Montréal
16 avril 2009 – midi – A4.82a

Bonjour,

Dans le cadre de la journée de lutte contre l'homophobie 2009, nous vous proposons de vous joindre à nous pour une conférence qui nous permettra de mieux comprendre l'homosexualité et l'homophobie dans le monde.

Selon notre conférencier : « Les pratiques sexuelles entre hommes, ou entre femmes ont existé partout dans le monde et à toutes les époques. Seul le traitement social de ces pratiques change. Ainsi, elles ont été vice français et vice italien. Elles sont, en Afrique, un vice de colonisation, en pays arabe ou musulman, un mal américain... Voyons un portrait actuel du traitement social de l'homosexualité. Et si l'homophobie n'était pas qu'ailleurs, mais bien implantée ici sous des formes plus subtiles ou différentes ? »

Très rapidement toutefois, une question centrale a été formulée : l'école actuelle est-elle un facteur de changements sociaux ou un instrument de contrôle social? Dans notre société québécoise, avec l'omniprésence des médias appartenant à une poignée d'entreprises, il est souvent aisé de considérer – ou d'espérer! – l'école comme un lieu de résistance et d'apprentissage de la pensée critique. Mais dans de nombreux pays – ceux du Sud, surtout –, l'école devient un lieu d'endoctrinement et les enseignantes et les enseignants servent de relais à la propagande officielle.

Le débat s'est animé lorsque des enseignants palestiniens ont décrit leur condition. La censure est permanente dans leurs écoles. Les professeurs jugés trop « patriotiques » sont congédiés. Les manuels scolaires doivent être conçus avec Israël et les États-Unis, dressant des portraits stéréotypés des Palestiniens et des Israéliens, les premiers étant menteurs et idiots, les seconds forts et intelligents. Ces propos ont été clairement confirmés par deux enseignants juifs israéliens présents dans la salle.

De nombreux autres problèmes ont été soulevés. En Afrique subsaharienne, l'utilisation d'auxiliaires d'enseignement, mal payés et non qualifiés, détériore grandement la qualité de l'éducation. Dans certains pays, comme l'Inde, l'école parvient difficilement à s'adapter à la diversité des langues et des religions, et n'arrive pas à s'établir comme inclusive. Au Brésil, dans certaines régions, notamment l'Amazonie, les écoles publiques sont si pauvres qu'elles ne parviennent pas à remplir leur rôle, ce qui accentue de façon marquée les écarts entre les riches, qui profitent de l'école privée, et les pauvres. Plusieurs se sont inquiétés de la façon dont les manuels scolaires réécrivent l'histoire et cachent des vérités essentielles. Et partout, les enseignantes et les enseignants subissent une forme de perte de contrôle du savoir, tant Internet et la télévision occupent désormais un rôle central dans la formation des élèves.

Un forum social de l'éducation en Palestine?

Un forum social de l'éducation en Palestine? Voilà l'une des surprenantes propositions amenées lors du FSM à Belem. D'après Michel Lambert, responsable du projet pour Alternatives, un tel forum semble en mesure de se réaliser! De fructueuses rencontres entre une délégation palestinienne et le groupe organisateur du FSM ont permis de poser des jalons afin que l'événement ait bel et bien lieu.

Inutile de dire que ce forum aurait un impact considérable. Non seulement il contribuerait à sensibiliser davantage les populations aux difficultés vécues par les enseignantes et les enseignants palestiniens, mais il permettrait aussi d'aborder plus largement la situation palestinienne, l'éducation étant au cœur de l'organisation d'une société.

Rappelons que la FNEEQ s'était associée à Alternatives et à l'ONG palestinienne « Teacher Creativity Center » pour tenir une conférence sur les enjeux de la mondialisation, de l'éducation et du changement social en octobre 2004. L'appui de la FNEEQ à l'action démocratique

palestinienne s'est ainsi ancré de manière plus forte encore. La présence de ressortissants étrangers sur le sol palestinien demeure un important geste de solidarité, surtout depuis les événements récents à Gaza. Certainement que l'appui d'une instance comme le FSM offrira une chance incroyable de tenir un événement majeur de solidarité, mais aussi un appui concret à toute approche véritable pour la paix dans cette région du monde.

Une volonté pragmatique de formuler des alternatives

Le FSM de Belem, comme les précédents, a donc été riche en débats de toutes sortes. Mais outre ces inévitables et stimulantes discussions, est apparue de façon systématique la volonté d'organiser de façon pragmatique la résistance et de formuler les alternatives. Dans la foulée de ce mouvement, le milieu de l'éducation, forcé ces dernières années à se défendre contre des agressions constantes visant une marchandisation progressive du secteur, pourra exposer publiquement et avec conviction les valeurs qu'il sera nécessaire de développer. Au FSM de Belem, on ne dit plus « un autre monde est possible », mais « un autre monde est nécessaire ». ■

Réalité de l'enseignant à la formation continue et la formation aux entreprises

Par Julien Archambault, membre du Comité de valorisation des précaires

La première fois que j'ai été à une entrevue pour une charge de cours à la formation continue et la formation aux entreprises (FC et FE) on m'a annoncé que cette expérience était une porte d'entrée pour travailler à la formation régulière (FR). C'était mon premier contact à titre professionnel avec le réseau collégial québécois. Je me suis tout de suite questionné : pourquoi est-ce une porte d'entrée vers la FR? Pourquoi voudrai-je ensuite me diriger vers l'enseignement régulier? Je n'ai pas posé ces questions en entrevue, celles-ci ne me semblaient pas pertinentes au contexte, mais je suis demeuré avec ces questions. Mon expérience m'a ensuite permis d'y répondre. La réalité est que les conditions de travail du professeur à la FR sont bien meilleures que celles à la FC et FE.

À la FC et FE, les enseignants ont fréquemment vingt heures de cours à enseigner par semaine. Il n'y a pas de définition de professeur à temps complet à la FC et FE, il y a uniquement des charges de cours, donc les professeurs expérimentés prennent le nombre d'heures de cours qu'ils désirent. Souvent, la qualité de l'enseignement en souffre, car le temps alloué à la préparation est minime. Certains professeurs prennent jusqu'à

Notre conférencier est un ancien étudiant du Cégep du Vieux-Montréal. Dès ses études collégiales, il s'est intéressé aux questions d'exclusion sociale en lien avec l'orientation sexuelle. Après des études de sexologie et une maîtrise de sociologie, Simon Louis Lajeunesse complète un doctorat en service social à l'Université Laval à Québec. Il a publié de nombreux articles de vulgarisation scientifique, participé à la rédaction d'ouvrages sur le thème du suicide, du travail du sexe, ou des jeunes de la rue. Récemment, il a publié sa thèse de doctorat portant sur le rôle de l'homophobie et des rituels dans la construction de genre chez les jeunes hommes sportifs hétérosexuels.

Pour l'occasion, nous vous invitons à vous joindre à nous pour cette conférence, à inviter votre département, ainsi que vos étudiantes et étudiants. Avec votre aide, cet événement nous permettra de sensibiliser notre communauté collégiale aux réalités actuelles de l'homophobie et de favoriser la participation à la construction d'un monde plus ouvert. ■

Pour le comité organisateur de la journée de lutte contre l'homophobie au Cégep du Vieux Montréal.

Christopher Tétreault

Président, comité gai, lesbienne, bisexuel et leurs amis(es)

Pierre Séguin

Président, syndicat des interprètes

Julie Gareau

Psychologue, Service aux étudiants

Antoine Coulombe

Enseignant, techniques de travail social

«La participation des enseignants à la vie du cégep est faible ou absente, car l'enseignant est rémunéré par heure de cours »

30 heures de cours par semaine. Pour ces professeurs, toute activité hors classe est minimisée pour deux raisons :

- Les activités hors classe ne font pas partie de leur contrat.
- Les professeurs sont continuellement en classe, donc les tâches hors classe se réalisent souvent le soir et la fin de semaine.

La FC et FE est axe de développement important des cégeps. Les étudiants de la FC et FE rémunèrent le cégep par d'autres biais que le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Habituellement, ce sont les entreprises, l'assurance emploi ou les étudiants eux-mêmes qui assument les frais de l'enseignement. Je ne sais pas si ces modes de rémunération des cégeps sont plus avantageux que celui du MELS, mais il est clair que les dépenses de fonctionnement et la qualité du service offert à la FC et FE sont moindres :

- La rémunération des enseignants est nettement inférieure.
- Les bureaux d'enseignants et tout le matériel nécessaire (ordinateur, téléphone, imprimante, ...) pour préparer les cours sont en quantité insuffisante.
- La participation des enseignants à la vie du cégep est faible ou absente, car l'enseignant est rémunéré par heure de cours.
- Le travail de groupe est très faible, car les enseignants sont souvent à temps partiel et se présentent au cégep seulement pour enseigner. La disponibilité en dehors des heures de cours n'est pas rémunérée.

Ces deux derniers points ont un impact particulièrement important sur l'enseignement. La gestion des programmes n'est que très peu réalisée par des enseignants, la participation à la vie syndicale est nulle et la synergie entre enseignants est très faible. Les enseignants peuvent être rémunérés pour du travail hors classe, mais ce travail est réalisé dans un autre contrat que celui de leur tâche d'enseignement. Pour atteindre une efficacité optimale, toutes ces tâches (gestion de programme, développement de matériel pédagogique et heures d'enseignement) devraient faire partie du même contrat.

À la FR, le travail réalisé à l'intérieur des départements est très important, le faible taux de roulement des professeurs est très apprécié par tout le personnel, l'implication du professeur dans la vie syndicale et l'ensemble de la gestion du cégep est primordiale. Cette participation est rémunérée par l'intermédiaire des 173 heures et le calcul de la tâche de l'enseignant se fait à l'aide de la charge individuelle (CI). Cette CI permet d'avoir un portrait global de la tâche d'un enseignant, incluant, entre autres, les tâches hors cours et nombre de préparation. Cette notion de calcul de la tâche d'un enseignant est essentielle si on veut avoir une approche humaine du travail d'un enseignant. La quantité de travail d'un enseignant à la FC et FE est souvent non calculée ou calculée seulement avec le nombre d'heures enseignées. Calculer la tâche des professeurs de la FC et FE avec la CI serait plus approprié.

Malgré ces lacunes de fonctionnement de la FC et FE, je suis heureux d'y enseigner pour de multiples raisons.

- Les contacts avec les étudiants sont agréables et l'enseignement aux adultes m'expose à de nouveaux défis.
- L'ensemble de l'équipement nécessaire en classe (projecteur, ordinateur, espace de travail, ...) est adéquat.
- L'enseignement à la FC et FE m'a fourni une porte d'entrée pour une carrière d'enseignant dans le réseau collégial.
- Présentement, en tant qu'enseignant précaire à la FR, les contrats à la FC et FE m'offrent une plus grande stabilité d'emploi.

En somme, j'aime enseigner à la FC et FE, mais une restructuration du mode de fonctionnement est, selon moi, nécessaire. Cette restructuration doit augmenter la qualité et la valeur de l'enseignement et valoriser le travail des enseignants.

L'avenue qui me semble la plus logique et la plus simple à réaliser serait d'intégrer le service de la FC et FE à la FR. La FNEEQ en fait une revendication syndicale depuis 1995. Cette solution engendrerait plusieurs avantages :

- Permettre à la FC et FE de bénéficier de toutes les structures administratives de la FR.
- Augmenter la qualité des conditions de travail des enseignants à la FC et FE.
- Minimiser le nombre total d'enseignants précaires. En augmentant le bassin de professeur dans un département, il y aurait moins de précaires. Actuellement, il y a un groupe de précaires à la FR et un autre groupe à la FC et FE.
- Favoriser un emploi plus judicieux des compétences professorales. Un professeur pourrait enseigner plus fréquemment les cours propres à sa spécialisation. Cette intégration augmente le nombre de cours dans un département.
- Augmenter la qualité de l'enseignement à la FC et FE.

Il y aurait certainement inconvénients à cette réorganisation, mais la mission du cégep sera beaucoup mieux atteinte. Les principaux inconvénients de cette restructuration sont :

- Changement de certaines pratiques pour s'adapter à la réalité de la FC et FE. Cet inconvénient est nettement diminué si la réorganisation s'effectue de façon structurée et ordonnée.
- Certains professeurs à la FC et FE enseignent à temps partiel par choix. Cette pratique sera impossible suite à l'intégration afin de respecter la convention collective. Cet inconvénient, se transformera en avantage. Selon moi, une personne à temps plein est plus impliquée dans son travail que la somme du travail de deux personnes à temps partiel cumulant une tâche pleine.

Le projet éducatif du Cégep du Vieux-Montréal vise une approche humaniste, le développement des compétences et une excellente communication entre tous les acteurs du cégep. Restructurer le mode de fonctionnement de la FC et FE est une bonne occasion de mettre en œuvre le projet éducatif. ■

«L'avenue qui me semble la plus logique et la plus simple à réaliser serait d'intégrer le service de la formation continue et de la formation aux entreprises à la formation régulière.»



Solution du jeu linguistique

Source : Office de la langue française,
www.olf.gouv.qc.ca/ressources/divertissements

1. L'expression *agenda caché*, qu'on emploie dans le sens de « programme, intentions non déclarées », est un calque de l'anglais *hidden agenda*. On remplacera cette expression par *programme* (ou *plan, projet*) *secret, stratégie secrète, intentions cachées* ou *arrière-pensées*.
2. La locution *livrer la marchandise* est correcte au sens propre, mais au figuré, comme ici, il s'agit d'un emprunt à l'anglais. On dirait mieux : *tenir ses promesses* ou *respecter ses engagements*.
3. *Momentum* est un mot latin venu en français par l'anglais; il s'agit donc d'un anglicisme. On peut le remplacer par *élan, impulsion, lancée, essor, vigueur*, etc.
4. Le nom *challenger* est un emprunt intégral à l'anglais. Dans ce contexte, on parlera plutôt d'un *rival* ou d'un *adversaire*.
5. Le terme *spin doctor* est évidemment un emprunt à l'anglais. On peut le remplacer par divers termes : *conseiller* (ou *spécialiste, stratège*) *en communication, conseiller de presse, chargé de relations publiques*.
6. L'expression *acheter le vote* est calquée sur l'anglais *to buy the vote*, dans laquelle *the vote* désigne une majorité de votes. En français, *le vote* ne peut désigner ce concept de majorité. Il vaut donc mieux modifier cette expression en disant plutôt, par exemple, *acheter le vote des électeurs* ou encore *acheter des voix* ou *des votes*.
7. L'expression *faire sortir le vote* est un calque de l'anglais pour signifier « inciter les gens à aller voter ». On peut remplacer cette expression par diverses formules : *convaincre les électeurs d'aller voter* ou *de se rendre aux urnes, inviter les électeurs à voter* ou *à exercer leur droit de vote, stimuler la participation des électeurs* ou *faire voter les partisans*.
8. Le nom *membership* est un anglicisme. On peut le remplacer par *effectif, membres, adhérents* ou par *nombre de membres*.
9. Le terme *faiseur d'image* est un calque de l'anglais *image maker*. Il vaut mieux employer le terme *conseiller* ou *conseillère en image* pour désigner cette personne.
10. L'expression *nez à nez* signifie avant tout « face à face ». L'emploi de cette expression pour signifier que deux candidats sont à égalité est une métaphore du vocabulaire des courses de chevaux. On remplacera l'expression *être nez à nez* par *être à égalité, être ex æquo* ou *être au coude-à-coude*. ■

Assemblée générale : mercredi le 8 avril

L'assemblée générale annuelle du SPCVM aura lieu le mercredi 8 avril à 15h30. On procédera alors à l'élection des membres du comité exécutif et des divers comités.

Mercredi le 8 avril à 15h30
 Local 4.82a

Bienvenue à tous !